

OUVERTURE DU SÉMINAIRE SUR LES CRIMES DE GUERRE À BÉJAÏA

Pour que nul n'oublie les massacres du 8 Mai 1945

L'un de thèmes les plus brûlants sur la scène internationale, à savoir les crimes de guerre, est sujet d'un colloque international, depuis hier, à la maison de la culture Taos- Amrouche de Béjaïa.

L'initiative est l'œuvre du bâtonnat de Sétif, sous le haut patronage du président de la République. Plusieurs personnalités du monde civil, militaire et judiciaire ont pris part à cette rencontre-débat, à laquelle s'est joint M. Amady Ba, chef de la coopération internationale, bureau du procureur de la Cour pénale internationale, Bertrand Warusfel, avocat et conférencier à la faculté de Lille, Brigitte Raynaud, juge et expert, et Didier Prier, consécutive­ment juge et greffier au TPI. La rencontre a entamé ses travaux, essentiellement axés au premier jour, par la projection d'un documentaire sur les massacres de milliers d'Algériens lors des tragiques événements du 8 Mai 1945, orchestrés par l'armée coloniale française à Sétif, Guelma et Kherrata.

Avant qu'une longue conférence sur les événements ne soit animée par Mohammed El Korso, enseignant d'histoire à l'université d'Alger et ex-président de l'association du 8-Mai-1945, El-Khier Guechi, doyen de la faculté de Sétif et le Dr Ben Braham Fatima,

traitant tous les angles des massacres de 1945 et ceux des essais nucléaires orchestrés par le même colonialisme dans la région de Reggane au sud algérien.

Notons qu'à l'ouverture de la manifestation et après les paroles de bienvenue du premier responsable du bâtonnat de Sétif et celles de M. Ali Bedrici, wali de Béjaïa, et la lecture d'une missive émanant du garde des Sceaux par son représentant, le président de l'APW Hamid Ferlat de son côté a exprimé son souhait de voir une autre manifestation similaire pour débattre exclusivement de la question des disparus en Algérie.

L'élu dira en substance qu'«au-delà du sens juridique arrêté pour les crimes contre la paix, les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité dans le droit international, l'objectif de la paix et de la justice entre les humains reste lointain». Avant d'ajouter que «les différents conflits qu'a connus le monde ces deux derniers siècles a donné naissance à un droit international riche et varié,

allant de la déclaration de La Haye sur l'interdiction d'utilisation de balles réelles, jusqu'à la mise en place du tribunal spécial, pour la Sierra Léone en 2002, en passant par les conventions de Genève et ses protocoles additionnels (1-11), les différents TPI et la Cour pénale internationale en 1998».

Pour le P/APW, la loi du vainqueur et du plus fort demeure la plus «prépondérante». D'ailleurs, dira-t-il, «les thèmes que vous aviez remarquablement choisis comme les massacres de Mai 1945, ceux de la guerre d'Algérie avec les essais nucléaires français, la guerre de Ghaza ou alors les crimes en Palestine de 1945 à 1967 et les différents TPI de par le monde illustrent, malheureusement, la pratique d'une justice internationale à la carte. Aussi, pourquoi ne parle-t-on pas de la cécité, de la surdité et du silence complices de la communauté internationale envers les derniers conflits armés d'Irak et d'Algérie qui se sont soldés par des centaines de milliers de victimes et de milliers de disparitions, alors qu'on n'a pas hésité un instant à saisir le Conseil de sécurité pour

permettre la capture du dictateur et oppresseur Omar El-Bechir ?» «Que nous diront les défenseurs des droits de l'homme de cette inhumaine et immorale complicité au moment où on la débat dans mon pays dont les dirigeants refusent de reconnaître une bonne partie de ce droit et se pressent à le faire appliquer aux termes ?» s'est interrogé l'élu à l'Assemblée populaire de wilaya de Béjaïa. Demain les experts du TPI donneront des conférences à propos de la création de la Cour pénale internationale. Notons que l'instance judiciaire en question est la première Cour pénale internationale permanente créée par traité pour contribuer à mettre fin à l'impunité des auteurs des crimes les plus graves qui touchent la communauté internationale.

La cour a pour mandat d'enquêter et de poursuivre les crimes de génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre commis par des ressortissants d'un Etat partie ou sur le territoire d'un Etat-partie depuis le 1^{er} juillet 2002, date d'entrée en vigueur du statut de Rome. La cour est devenue opérationnelle au mois de juillet 2003.

Kamel Gaci

TIZI-OUZOU

Société Générale à la rencontre des entrepreneurs

Le staff dirigeant de Société Générale Algérie a consenti une halte samedi à Tizi-Ouzou pour y présider une journée dédiée à la rencontre des chefs d'entreprises locales.

Une journée dont, évidemment, ils doivent attendre des retombées tout autant que ces entrepreneurs qui, comme le soulignait l'un d'eux, ne sont, enfin, pas mécontents d'être confrontés à l'embarras du choix quand il s'agit d'opter pour un partenaire bancaire. Présente en Kabylie depuis maintenant deux années, Société Générale, au

regard de l'effort déployé lors de cette journée à l'aspect très technique, compte élargir sa clientèle, notamment parmi les entreprises de la wilaya dont nombreux étaient présents et ce, afin de bénéficier des éclaircissements les plus précis de la part des cadres de SG Algérie, tel Alain Boutoille qui s'est attardé sur le thème de la gestion du patrimoine. Ouverte en milieu de matinée, cette journée, la première du genre, initiée par l'établissement financier s'entend, devait se poursuivre avec toute une série de mini-

conférences de thèmes aussi variés que celui du commerce extérieur ou des crédits à la consommation que de sujets aussi «pointus» que «marchés publics et opérations de haut de bilan».

En tous les cas, c'est un programme qui avait de quoi permettre aux industriels et autres entrepreneurs de la wilaya de Tizi-Ouzou de trouver toutes les réponses à leurs interrogations quant à tout ce que leur propose Société Générale dans la perspective d'un partenariat.

M. Azedine

AZAZGA

Journées portes ouvertes sur la Croix et le Croissant rouges

Le comité local du C-RA d'Azazga a organisé dernièrement la 2^e édition des journées portes ouvertes sur la Croix et le Croissant rouges avec l'aimable participation du comité de wilaya du C-RA de Médéa.

Diverses activités ont été mises sur pied pour rendre attractives ces journées destinées essentiellement à faire connaître la Croix et le Croissant-Rouge et présenter les multiples activités de cette structure humanitaire locale comptant

parmi les meilleures au niveau régional et national, en témoignent ses activités de secourisme dont elle a célébré la sortie de la 28^e promotion le 18 juin dernier.

La conférence sur l'histoire de la Croix et du Croissant-Rouge en tant que

symboles du secours, présentée par le Dr Sadok, aura eu pour effet de conforter l'image positive de ces organisations humanitaires durant les conflits en faveur des blessés et en temps de paix en faveur des couches sociales défavorisées.

Le comité local du C-RA d'Azazga assure les couvertures sanitaires pour

les manifestations organisées par les associations de la région, encadre les colonies de vacances au profit des enfants et des nécessiteux, distribue des dons aux démunis, collecte des dons de sang et assure diverses activités qu'il serait fastidieux d'énumérer tant elles sont nombreuses et variées.

S. H.

2^E SESSION DES ÉPREUVES DE 5^E ANNÉE À ALGER-CENTRE Sans encombres

Tout comme les précédentes sessions, l'examen de fin du cycle primaire (5^e) a connu un déroulement correct. Pour cette deuxième session, cela se passe souvent loin des feux de la rampe, comparativement à la première. N'empêche qu'elle a été préparée selon les normes. Les 1 108 postulants ayant raté les épreuves de la première session du 27 mai dernier ont été convoqués pour la circonstance.

Ce chiffre représente 7% du total initial. Pour mettre ces enfants dans de bonnes conditions, des dispositions ont été mises en pratique. D'abord, les élèves résidant dans la même daïra ont été regroupés dans un même centre. Ensuite, les candidats résidant loin du centre d'examination ont été transportés par bus de chacune des APC citées et des repas légers et améliorés leur ont été offerts.

Aussi, les responsables de l'académie-centre ont porté leur dévolu sur le CEM Malek-Bennabi pour les élèves de Bab el-Oued, le CEM Khensa pour Hussein-Dey, le CEM Omar-Lagha pour Bouzaréah et l'école primaire Aïssat-Idir pour Sidi M'hamed. Notre passage au centre Malek-Bennabi nous a édifié un peu mieux sur la préparation effectuée auparavant.

C'est M. Mesbah Slimane, directeur de l'académie d'Alger-centre qui a accueilli le ministre de l'Education nationale, Boubekeur Benbouzid afin de donner le coup d'envoi officiel de cet examen.

Après avoir visité les salles où se déroulaient les épreuves, le ministre a tenu à exprimer à la presse sa satisfaction sur l'organisation et l'atmosphère dans laquelle les candidats passent leur examen. «Nous avons organisé cet examen de rattrapage afin de donner une nouvelle chance aux élèves qui n'ont pas réussi lors des premières épreuves», a-t-indiqué. Il a précisé que le taux de réussite pour cet examen de rattrapage atteindra les 85%.

Cependant, la majorité des enseignants du cycle moyen contactés dans certains centres d'examen converge sur un constat amer. C'est celui de la faiblesse du niveau des candidats à cet examen de rattrapage.

Pour ces professeurs, il n'y a pas lieu d'organiser un tel examen qui ne rendra pas service à ces enfants. Pour certains chevronnés du cycle moyen, le passage assuré de cette masse d'élèves ne lui sera pas bénéfique. «Je crains, affirme un professeur, que ces futurs élèves du CEM soient dépassés par le programme du moyen et qu'ils iront gonfler la masse des futurs recalés du système scolaire.» Au lendemain de cette journée, le patron de l'académie-centre nous a fait part du bon déroulement des épreuves.

O. K.

SIDI BEL-ABBÈS 1 000 élèves concernés par l'examen de rattrapage

Quelque 1 000 élèves recalés aux épreuves d'entrée en 1^{er} année moyenne session mai 2009 ont de nouveau affronté l'examen dans la journée de mercredi dernier au niveau des 11 centres ouverts à travers le territoire de la wilaya de Sidi Bel-Abbès.

L'opération de correction se déroulera au niveau du CEM Malek-Haddad dans le chef-lieu. En ce qui concerne la première session , la wilaya de Sidi Bel-Abbès a enregistré un taux de réussite de 91,39%, soit une augmentation de 13,49% par rapport à la session de 2008. La meilleure moyenne obtenue est de 9,80/10 et 279 candidats ont obtenu une moyenne de 9 et plus.

A. M.

Résultats du BEM

La wilaya de Sidi Bel-Abbès a enregistré un taux de réussite de 80,35% aux épreuves du BEM session juin 2009, soit une augmentation de 9,56% par rapport à 2008, avec 6 101 lauréats sur 7 593 candidats. 385 candidats ont obtenu entre 16 et 17,99 de moyenne générale et 42 autres 18,20.

Trois CEM ont obtenu un taux de réussite de 100%. Il s'agit des CEM Boudali-Maâmar dans la localité de Benachiba, de Safi Mohamed de Sidi Dahou et celui de Makedra. 6 449 élèves ont été admis en 1^{er} année secondaire.

Il convient de souligner que la wilaya de Sidi Bel-Abbès a reculé d'un rang dans le classement des taux de réussite à travers le pays. De la première place en 2008, elle se retrouve en 2^e place à l'échelle nationale pour la session juin 2009.

A. M.